



DEVENIR DES SYNDICATS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

NOTE TECHNIQUE

septembre 2017

en partenariat avec



TABLE DES MATIERES

I.	Impact de la loi NOTRe sur les syndicats d'eau et d'assainissement.....	2
1.	Cas n°1 : dissolution du syndicat	2
2.	Cas n°2 : substitution de l'EPCI-FP aux communes au sein du syndicat	2
3.	Cas des syndicats sur 2 ou 3 EPCI-FP	3
II.	Dissolution d'un syndicat	3
III.	Transformation d'un syndicat	4
1.	Fusion de syndicats	4
1.1.	Procédure de fusion	4
1.2.	Création du nouveau syndicat	5
2.	Adhésion de communes à un syndicat	6
3.	Retrait de communes d'un syndicat.....	7
IV.	La représentation-substitution.....	7
V.	L'indemnisation des élus.....	8
VI.	Anticipation et stratégie.....	8

I. IMPACT DE LA LOI NOTRE SUR LES SYNDICATS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Le devenir des syndicats, dans le cas de la reprise des compétences qu'ils exercent par un EPCI-FP, est régi par :

- L'article L.5214-21 du CGCT pour les Communautés de Communes
- L'article L. 5216-7 du CGCT pour les Communautés d'Agglomération
- L'article L.5215-22 du CGCT pour les Communautés Urbaines

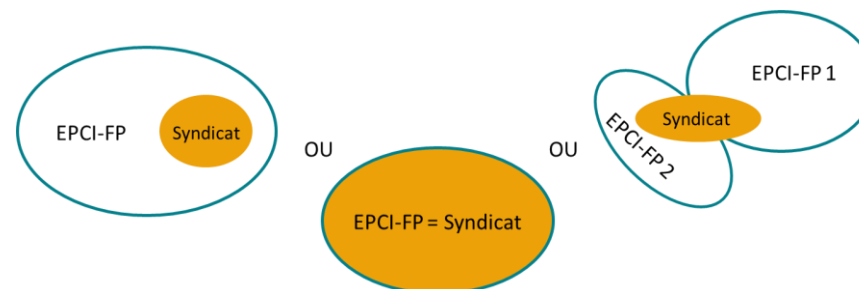
Deux cas sont possibles en ce qui concerne les syndicats d'eau et d'assainissement :

- La dissolution du syndicat
- La substitution de l'EPCI-FP aux communes au sein du syndicat qui est maintenu

1. Cas n°1 : dissolution du syndicat

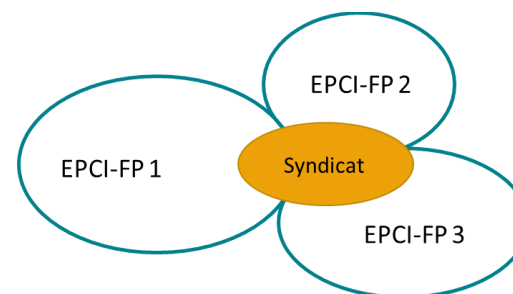
L'EPCI-FP est substitué de plein droit à un syndicat et le syndicat est dissout si le syndicat :

- est inclus en totalité dans le périmètre de l'EPCI-FP
- a un périmètre identique à celui de l'EPCI-FP
- regroupe des communes n'appartenant qu'à 2 EPCI-FP à la date du transfert de compétence : le transfert de compétence vaut retrait des communes membres du syndicat pour la compétence considérée.



2. Cas n°2 : substitution de l'EPCI-FP aux communes au sein du syndicat

Lorsqu'un syndicat regroupe des communes appartenant à au moins 3 EPCI-FP, à la date du transfert de compétence :



- L'EPCI-FP se substitue aux communes,
- Le syndicat devient syndicat mixte,
- Le périmètre et les compétences du syndicat ne sont pas modifiés,
- Après avis de la CDCI (Commission Départementale de Coopération Intercommunale), le représentant de l'Etat peut autoriser l'EPCI-FP à se retirer du syndicat au 1^{er} janvier de l'année qui suit la date du transfert de la compétence.

3. Cas des syndicats sur 2 ou 3 EPCI-FP

Le tableau suivant représente la lecture de la loi NOTRe de l'ASCOMADE. Le schéma réalisé par la FNCCR en collaboration avec le cabinet Landot corrobore cette interprétation. Cependant, certaines Préfectures peuvent ne pas avoir la même lecture.

Les EPCI-FP	Le syndicat
Syndicat sur 2 EPCI-FP Aucun ou un seul avait la compétence avant la parution de la loi NOTRe Les 2 siégeaient dans le syndicat avant la parution de la loi NOTRe	Dissout à termes Maintenu
Syndicat sur 3 EPCI-FP Aucun ne se retire du syndicat 1 EPCI-FP se retire et les 2 autres ont déjà pris la compétence et siègent dans le syndicat 1 EPCI-FP se retire et au moins 1 autre n'a pas encore pris la compétence	Maintenu Maintenu Dissout à termes

En conclusion : au moment de la dernière prise de compétence par un des EPCI-FP sur lequel se trouve le syndicat, il faut qu'au moins 3 EPCI-FP soit en représentation-substitution dans le syndicat pour que celui-ci soit maintenu

II. DISSOLUTION D'UN SYNDICAT

Un syndicat est dissous ([article L.5212-33 du CGCT](#)) :

- A l'expiration de la durée fixée par la décision institutive,
- A l'achèvement de l'opération qu'il avait pour objet de conduire,
- Lorsqu'il ne compte plus qu'une commune membre,
- A la date du transfert à un EPCI-FP ou à un syndicat mixte des services pour lesquels il avait été institué,
- Par consentement de tous les conseils municipaux intéressés.

La dissolution d'un syndicat prend nécessairement la forme d'un arrêté préfectoral ou d'un décret.

Les compétences qui étaient exercées par le syndicat seront restituées aux communes membres ou reprises par un autre EPCI.

L'actif et le passif du syndicat seront répartis entre les communes membres ([article L.5211-25-1 du CGCT](#)) :

- Les biens qui étaient mis à disposition du syndicat sont restitués aux communes antérieurement compétentes. Le solde de l'encours de la dette afférente à ces biens est également restitué aux communes.

- Les biens acquis ou réalisés postérieurement au transfert de la compétence à l'EPCI sont répartis entre les communes, ainsi que le solde de l'encours de la dette afférent à ces biens. A défaut d'accord entre l'EPCI et les conseils municipaux des communes concernées, cette répartition est fixée par arrêté du préfet (pris dans les 6 mois suivants sa saisine).

Les agents du syndicat, quant à eux, seront répartis entre les communes, les EPCI ou les syndicats mixtes reprenant les compétences, en conservant les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs ([article L.5111-7 du CGCT](#)).

Le syndicat doit être liquidé dans les conditions de [l'article L.5211-26 du CGCT](#).

III. TRANSFORMATION D'UN SYNDICAT

L'objectif de la loi NOTRe est de rationaliser le nombre de syndicats sur le territoire. Au-delà de la dissolution de certains syndicats, le moyen de répondre à cet objectif est également la transformation de syndicats, notamment leur agrandissement en fusionnant ou en accueillant de nouveaux membres. Ces transformations peuvent également induire, à l'inverse, le retrait de communes d'un syndicat.

1. Fusion de syndicats

1.1. Procédure de fusion

L'[article L5212-27 du CGCT](#) autorise la fusion de syndicats intercommunaux entre eux ou avec des syndicats mixtes fermés.

Le projet de fusion de syndicat peut être proposé par :

- Des membres des syndicats concernés,
- Les syndicats dont la fusion est envisagée,
- Le ou les Préfets dans le ou les départements concernés, après avis de la CDCI,
- La CDCI.

Une délibération doit être soumise au Préfet concernant ce projet de fusion. Le Préfet dispose alors d'un délai de 2 mois pour prendre un arrêté de projet de périmètre. Une fois le délai de 2 mois dépassé, l'avis du Préfet est réputé défavorable. Cet arrêté doit mentionner la liste des syndicats intéressés par la fusion.

Le projet de périmètre de fusion et les statuts du futur syndicat sont alors notifiés :

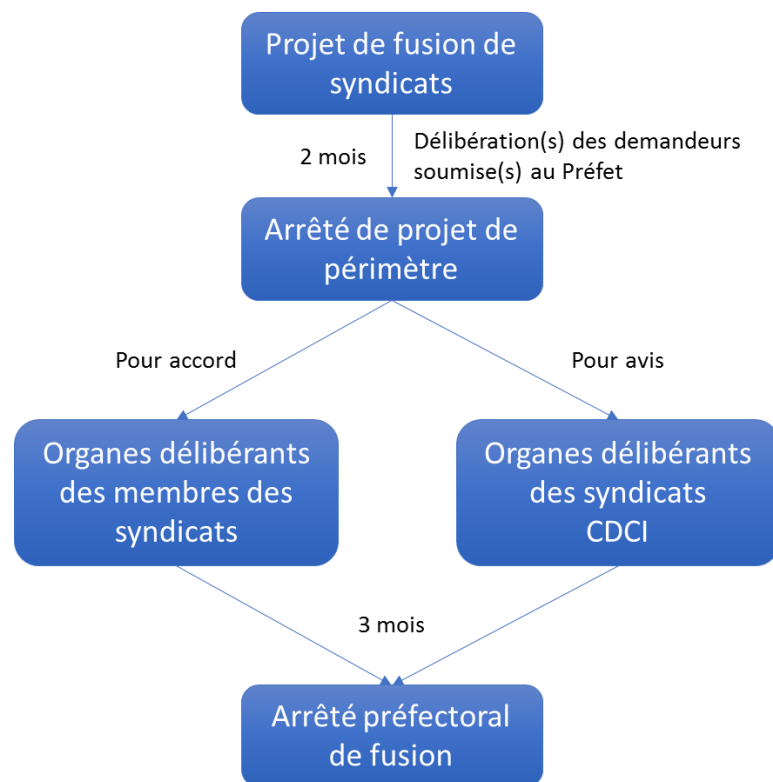
- pour accord, aux organes délibérants des membres des syndicats concernés ;
- pour avis, aux organes délibérants des syndicats dont la fusion est proposée et à la CDCI.

Les différents organes délibérants disposent d'un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté du projet pour se prononcer. Leur décision est réputée favorable s'ils ne se prononcent pas dans le délai imparti.

La fusion est conditionnée à un accord de la majorité qualifiée des organes délibérants des membres des syndicats (2/3 des organes délibérants représentant 50 % de la population ou 50 % des organes délibérants représentant 2/3 de la population).

En cas d'accord, la fusion est décidée par arrêté du représentant de l'Etat dans le département lorsque les communes font partie du même département ou, dans le cas contraire, par arrêté conjoint des représentants de l'Etat dans les départements concernés.

Afin de simplifier les démarches financières, il est recommandé que ces arrêtés prennent effet au 31 décembre.



1.2. Création du nouveau syndicat

Les statuts du syndicat nouvellement créé déterminent, parmi les compétences transférées au syndicat, lesquelles sont exercées par le nouveau syndicat dans son périmètre. Les autres compétences sont restituées aux membres du syndicat.

L'ensemble des biens, droits et obligations des établissements publics fusionnés est transféré au syndicat issu de la fusion, ainsi que les équipements et services publics nécessaires à l'exercice des compétences transférées.

L'ensemble des personnels des syndicats fusionnés est réputé relever du syndicat issu de la fusion dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Enfin, la fusion entraîne une nouvelle élection des délégués du syndicat ainsi créé.

2. Adhésion de communes à un syndicat

Le périmètre d'un syndicat peut être étendu ultérieurement à sa création ([article L5211-18 du CGCT](#)).

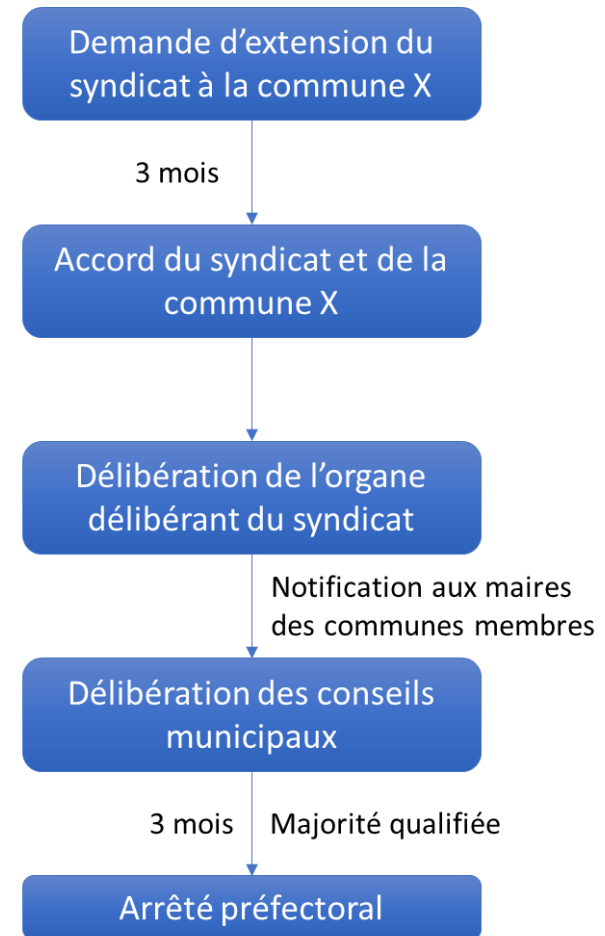
La demande peut en être faite par :

- la commune souhaitant adhérer,
- le syndicat lui-même,
- le Préfet.

Une fois l'organe délibérant du syndicat et le conseil municipal de la commune ayant donné leur accord, une délibération de l'organe délibérant du syndicat est notifiée aux maires de ses communes membres.

Les conseils municipaux ont 3 mois pour se prononcer sur l'admission d'une nouvelle commune, dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création du syndicat. A défaut de délibération dans ce délai, leur décision est réputée favorable.

L'adhésion d'une nouvelle commune au syndicat est actée par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés.



3. Retrait de communes d'un syndicat

Lorsqu'une commune souhaite se retirer d'un syndicat auquel elle adhère ([article L5211-19 du CGCT](#)) :

- L'organe délibérant du syndicat doit donner son accord pour ce retrait,
- Puis, les conseils municipaux des communes adhérant au syndicat ont 3 mois pour donner leur accord dans les conditions de majorité qualifiée (sans délibération dans les 3 mois, leur décision est réputée favorable),
- Enfin, le Préfet prend la décision de retrait.

Les conditions financières et patrimoniales du retrait de la commune sont déterminées par délibérations concordantes du conseil municipal de la commune et des organes délibérants du syndicat et de l'EPCI. A défaut d'accord, ces conditions sont arrêtées par le représentant de l'Etat.

L'actif et le passif du syndicat sera réparti entre celui-ci et la commune ([article L.5211-25-1 du CGCT](#)) :

- Les biens qui étaient mis à disposition du syndicat par la commune sont restitués à cette dernière. Le solde de l'encours de la dette afférente à ces biens est également restitué à la commune.
- Les biens acquis ou réalisés postérieurement au transfert de la compétence au syndicat sont répartis entre les communes, ainsi que le solde de l'encours de la dette afférent à ces biens. A défaut d'accord entre le syndicat et le conseil municipal de la commune concernée, cette répartition est fixée par arrêté du préfet (pris dans les 6 mois suivants sa saisine).

IV. LA REPRESENTATION-SUBSTITUTION

Lorsqu'un EPCI se substitue à tout ou partie de ses communes membres au sein d'un syndicat, les mandats des délégués représentant auparavant les communes perdurent jusqu'aux élections municipales suivantes. L'EPCI-FP devra alors désigner ses représentants dans un délai d'un mois ([article L5211-8 du CGCT](#)).

Le nombre de représentant de l'EPCI-FP devra être identique à celui dont disposaient les communes avant la substitution ([article L5711-3 du CGCT](#)). Généralement, chaque commune est représentée par 2 délégués titulaires, sauf si le syndicat modifie le nombre et la répartition des sièges ([article L5211-20-1 du CGCT](#)).

Exemple : une communauté de communes se substitue à 8 de ses communes au sein d'un syndicat. Chaque commune possédait 2 délégués. La communauté de communes devra donc être représentée par 16 délégués.

A compter de 2020, pourront siéger dans les syndicats mixtes formés uniquement d'EPCI-FP des délégués communautaires ou tout conseiller municipal d'une commune membre ([article L5711-1 du CGCT](#)).

Les statuts du syndicat devront être modifiés pour les adapter à la représentation de la communauté.

V. L'INDEMNISATION DES ELUS

La loi NOTRe a également instauré que seuls les présidents et vice-présidents de syndicats mixtes ouverts restreints dont le périmètre est supérieur à celui d'un EPCI-FP pourront percevoir des indemnités de fonction ([article 42 de la loi NOTRe](#)). [La loi n°2016-341 du 23 mars 2016](#) a repoussé l'entrée en vigueur de cette disposition au 1^{er} janvier 2020.

Enfin, une réponse du Secrétariat d'État, auprès du ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales, a éclairci la question de périmètre du syndicat : « un syndicat dont le périmètre n'inclut pas en totalité celui d'au moins un EPCI à fiscalité propre ou un syndicat « à cheval » sur plusieurs EPCI à fiscalité propre sans recouvrir intégralement le périmètre de l'un d'entre eux est un syndicat dont le périmètre est « inférieur » à celui d'un EPCI à fiscalité propre » ([Réponse publiée dans le JO Sénat du 01/09/2016 - page 3731](#)).

VI. ANTICIPATION ET STRATEGIE

Pour conclure cette note, il semble très important que les différents EPCI-FP et les syndicats communiquent entre eux pour répondre le plus tôt possible à certaines interrogations :

- L'EPCI-FP souhaitera-t-il rester en représentation-substitution dans le syndicat ou voudra-t-il assurer lui-même la compétence concernée ?
- Le fait qu'un des EPCI-FP souhaite se retirer du syndicat met-il en péril le maintien du syndicat ?
- Quelle démarche mettre en œuvre pour maintenir un syndicat qui fonctionne bien ?
- Etc.



Pour plus d'informations contacter :



17 avenue Siffert • 25000 BESANÇON
Tél 03 81 83 58 23 • Fax 03 81 83 15 63
ascomade@ascomade.org
ascomade.org